

REPUBLIQUE DEMOCTATIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONNALE ET NOUVEELLE CITOYENNETE
PROVINCE EDUCATIONNELLE NORD-KIVU 2
SOUS DIVISION D'OICHA
INSTITUT MGR KAHONGYA

MEMORIA

VIVIFICATION DE L'EXISTENCE

Œuvre engendrée par la fécondation de l'intelligentia et le courage, doublés de la fermentation des élèves et enseignants de l'option humanité littéraire de l'institut Mgr KAHONGYA

Edition 2025-2026

Mémoria N°006 de Juin 2026

« Ceux qui ne lisent pas les livres aujourd'hui finiront par obéir à ceux qui les ont lus »

Printed by VALERI MULISHA

A PROPOS

Dans les profondeurs de l'encre et du papier, une voix s'élève, portée par la plume de ceux qui refusent l'oubli. « ***Écrire, c'est refuser de mourir deux fois*** », disait Patrick Modiano. Et c'est précisément cette pensée qui anime les pages de Memoria, la nouvelle revue littéraire née à Oïcha, au cœur du Nord-Kivu.

Les mots, eux, n'ont pas d'âge. Ils transcendent les frontières, les niveaux d'études, les origines. Ils crient, ils murmurent, ils hurlent. Et dans les lignes de Memoria, ils hurlent justice. Justice pour les civils tombés sous les balles de la haine. Justice pour les filles, les femmes, les enfants, victimes de la barbarie. Justice pour les maisons réduites en cendres, pour les rêves brisés, pour les vies mutilées.

Les rédacteurs de Memoria, élèves de l'institut Monseigneur Kahongya, option Latin-Philosophie, ont pris la plume pour immortaliser la souffrance, pour témoigner de l'innommable. Leurs écrits sont des cris, des appels, des lames de fond qui secouent les consciences.

Alors, lecteur, ne te laisse pas arrêter par l'âge ou le niveau d'études des rédacteurs. Laisse-toi porter par les mots, laisse-toi émouvoir par ces histoires qui sont aussi les nôtres. Car écrire, c'est refuser de mourir deux fois. Et avec Memoria, la mémoire de la souffrance devient un acte de résistance.

Jean-Claude Mbafumoja, Rédacteur en Chef

LES ADF GAGNENT DU TERRAIN, LA RÉPUBLIQUE PERD SON PEUPLE

Par DJODJO JOSUÉ UTESE, latinisant, élève à l'institut Monseigneur Kahongya

Depuis plusieurs décennies, les terroristes ADF sèment la terreur et arrachent la vie de milliers d'innocents dans l'Est de la République Démocratique du Congo, particulièrement dans le Grand Nord, devenu l'épicentre de leurs atrocités. Au fil des attaques répétées, ces groupes armés s'emparent progressivement de plusieurs localités, tandis que le pouvoir central semble assister, impuissant ou indifférent, à cette lente désintégration du territoire national.

Une question s'impose alors : qui est véritablement en train de remporter cette guerre, la République ou les ADF ? Chaque village conquis, chaque famille déplacée, chaque vie fauchée donne l'impression que la terreur gagne du terrain pendant que la République recule. À Kinshasa, les débats portent sur la révision constitutionnelle ; à Beni, ce sont les armes qui écrivent l'histoire. Là-bas, on discute des institutions ; ici, on enterre les morts. Pendant que l'on disserte sur les réformes politiques, les populations de l'Est réclament simplement le droit de vivre. Ce n'est ni une légende antique ni une fiction moderne : c'est la douloureuse réalité de notre quotidien.

À chaque incursion des ADF, les populations abandonnent leurs villages, leurs champs, leurs maisons et leurs souvenirs pour chercher refuge dans les centres urbains. Ainsi naît un peuple itinérant, condamné à errer sur sa propre terre. Les ADF semblent avoir compris qu'en détruisant les campagnes, ils affament inévitablement les villes. Car une cité ne peut survivre sans les récoltes de son arrière-pays ; c'est dans les champs que naît le pain quotidien.

Ces territoires meurtris portent désormais des appellations aussi sinistres qu'évocatrices : « triangle de la mort », « zone rouge », ou encore « couloir des massacres ». Derrière ces expressions se cache une tragédie humaine d'une ampleur insoutenable. Plus de quinze mille civils ont déjà perdu la vie, victimes d'une barbarie qui ne cesse de s'étendre.

Peut-on véritablement vivre là où le fracas des armes couvre la voix des hommes ? À Beni, la mort n'observe aucun calendrier : elle frappe le matin, à midi comme au crépuscule. Les ADF surgissent dans un déluge de balles, laissant derrière eux des familles brisées, des enfants traumatisés et des villages réduits au silence.

Dans cette partie orientale de la République démocratique du Congo, l'air lui-même semble devenu irrespirable, tant il est chargé de peur, de deuil et d'incertitude. La guerre empoisonne les esprits autant qu'elle dévaste les terres.

Nous n'avons jamais choisi de vivre sous les armes. Pourtant, nous sommes devenus des déplacés, parfois même des réfugiés dans notre propre pays. Nos terres ancestrales sont tombées sous le contrôle des ADF, ces « kafiri » qui imposent la loi de la violence. Ainsi, la République perd progressivement son peuple, non parce qu'il renonce à sa patrie, mais parce qu'il ne trouve plus un seul mètre carré où vivre en sécurité sur la terre de ses ancêtres.

À travers ces lignes, je donne une voix à notre douleur, à notre indignation et à notre espérance. Je refuse que le silence ensevelisse les victimes de cette guerre oubliée. Puisse venir le jour où les armes se tairont enfin, où la paix reprendra ses droits et où les enfants de Beni, de Lubero, d'Irumu et de tout le Grand Nord retrouveront le sourire que la guerre leur a volé.

OÙ VA L'EST DE LA RDC, LÀ OÙ LA BOUCHERIE HUMAINE CONTINUE DE NICHER ?

Par KAKULE VALERI BARAKA, latinisant, élève à l'institut Monseigneur Kahongya

Où va l'Est de la République démocratique du Congo, cette terre où la boucherie humaine continue de nicher, où le sang des innocents irrigue les collines et les vallées depuis trop longtemps ? Chaque aube apporte son cortège de deuils, et chaque crépuscule ensevelit de nouveaux rêves.

Les soldats kivuciens ne sont pas nés soldats. Ils étaient des fils, des pères, des frères, des étudiants ou des cultivateurs avant de revêtir l'uniforme de la République. Aujourd'hui, ils vivent avec la mort comme compagne quotidienne et affrontent, sans détourner le regard, des combats dont beaucoup ignorent la cruauté. Pendant qu'ils défendent la patrie au prix de leur vie, que fait le gouvernement ? Il multiplie les discours rassurants, mais laisse son armée payer le prix du sang. Je le dis sans détour : un excès de compassion dans les discours devient une humiliation lorsqu'il n'est suivi d'aucun acte.

Lorsqu'un militaire tombe sur le front, ce ne sont pas seulement des armes qui s'affaiblissent ; c'est toute une population qui devient plus vulnérable. Derrière chaque soldat mort se cachent des dizaines de civils désormais exposés aux massacres. Dans chaque rêve populaire plane désormais l'ombre de la mort. Chaque jour apporte son hécatombe. Que n'avons-nous pas supporté ? Que n'avons-nous pas perdu ? Pendant ce temps, certains responsables semblent se satisfaire de déclarations officielles, comme si leurs oreilles étaient devenues sourdes aux cris du peuple.

L'abnégation dont font preuve nos militaires est un trésor inestimable. Pourtant, ceux qui les commandent se contentent trop souvent d'adresser des messages de condoléances après chaque tragédie. Les hommages se succèdent, mais les mêmes erreurs demeurent. Les larmes du peuple finissent par se transformer en indignation.

Nous vivons dans une région où la peur est devenue un mode de vie. Le moindre bruit dans la nuit provoque la panique ; une simple rumeur suffit pour pousser des familles entières à abandonner leurs maisons. Les enfants grandissent avec l'entomophobie, sursautant au moindre mouvement, confondant parfois le bourdonnement d'un insecte avec le crépitement des armes. Voilà le quotidien d'un peuple qui vit constamment sur le fil de la peur.

Ici, on naît dans le sacrifice, on vit dans le sacrifice et, trop souvent, on meurt dans le sacrifice. Est-ce donc notre destin ? Est-ce le prix d'une faute que nous ignorons ? Lorsque les balles sifflent, le père saisit dans la précipitation ce qu'il trouve, l'enfant tremble, le fœtus s'agite dans le ventre de sa mère. Pourtant, nos militaires restent debout et reprennent le serment immortel de Thomas Sankara : « La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »

Nos soldats et notre peuple partagent le même destin. Nous souffrons ensemble et, parfois, nous mourons ensemble. Malgré les massacres, nous refusons de céder à la peur. Ceux qui tombent pour défendre cette terre méritent davantage que des discours et des enveloppes distribuées après les funérailles. Ils méritent une armée mieux équipée, une prise en charge digne et la reconnaissance de toute une nation. Leur courage vaut plus qu'une décoration ; il mérite la gratitude de l'histoire.

Le plus grand danger ne vient pas seulement de l'ennemi visible. Il vient aussi des traîtres qui vendent leur patrie et livrent leur propre peuple. Ils frappent la République de l'intérieur et rendent les victoires plus difficiles. Pendant ce temps, certains médias ne parlent que des échecs des FARDC, oubliant de raconter leurs sacrifices, leurs victoires silencieuses et les milliers de vies qu'elles sauvent chaque jour.

La terre héritée de nos ancêtres est aujourd'hui menacée. Ceux qui exercent le pouvoir devraient se souvenir que toute autorité est passagère et que chacun retournera un jour à la poussière. Sacrifier les militaires, c'est condamner les populations civiles. Jusqu'à quand cette colère continuera-t-elle de grandir dans le cœur des Congolais ? Ne voyez-vous pas que cette responsabilité vous incombe ?

Si les massacres se poursuivent au même rythme, qui habitera demain les 2 345 000 kilomètres carrés de notre pays ? Les hommes ou les rats ? Cette question n'est pas une provocation ; elle est un cri de désespoir.

J'aimerais que les paroles tombées sur les champs de bataille ressuscitent, qu'elles deviennent les témoins à charge contre ceux qui ont abandonné leur peuple. Car l'histoire finit toujours par juger les traîtres, tandis qu'elle grave à jamais le nom des patriotes.

Honneur aux FARDC. Honneur aux martyrs de l'Est. Honneur à Oïcha. Honneur à la Revue Memoria.

SOLDATS SACRIFIÉS, CIVILS MASSACRÉS : LES DEUX FACES D'UNE MÊME TRAGÉDIE

Par Kakule Valeri Baraka, latinisant, élève à l'institut Monseigneur Kahongya

Les soldats sacrifiés et les civils massacrés incarnent les deux visages d'une même tragédie. Les premiers tombent les armes à la main pour défendre la patrie ; les seconds succombent sans armes, victimes d'une guerre qu'ils n'ont jamais choisie. Tous paient le même prix : celui du sang.

Les soldats combattent sous les pluies diluviennes comme sous le soleil brûlant, dans les ténèbres comme à la lumière du jour, en pleine cité comme au cœur des forêts. Qu'ils soient affamés ou rassasiés, fatigués ou déterminés, leur volonté demeure inébranlable : éradiquer le fléau qui déchire leur nation. Ils avancent là où d'autres reculent, conscients que chaque pas peut être le dernier.

Pendant ce temps, les civils vivent un autre supplice. La guerre les classe malgré eux en plusieurs catégories : les misérables, les déplacés, les malades, les orphelins, les veuves, les traumatisés et ceux qui vivent dans une peur permanente. Cette catastrophe fabrique chaque jour des familles incomplètes, privées d'un père, d'une mère, d'un enfant ou d'un frère qui ne reviendra plus jamais.

Des villages entiers sont vidés de leurs habitants. Les maisons ne sont plus abandonnées pour être rénovées, mais pour échapper aux flammes qui consomment à la fois les habitations et les vies humaines. Les ruraux deviennent des citadins malgré eux, non par choix, mais par nécessité. Ils fuient les massacres des campagnes pour affronter une autre menace : la faim. Ils échappent aux balles pour tomber sous le poids de la misère.

Cette double souffrance ressemble à une canne à sucre pressée jusqu'à la dernière fibre : d'abord on en savoure le jus, puis on écrase encore la bagasse. Ainsi vivent les populations de l'Est, frappées une première fois par les armes, une seconde par la famine, le déplacement et l'abandon. La souffrance atteint alors son plus haut degré.

Les Français disent : « Il est plus facile de faire la guerre que de construire la paix. » Les Africains, quant à eux, enseignent : « Qui veut le miel affronte les abeilles. » En recherchant la paix, nos soldats affrontent quotidiennement les abeilles de la guerre. Leur sacrifice n'est pas seulement militaire ; il est profondément humain. Ils offrent leur vie afin que d'autres puissent continuer à vivre.

Mais la paix ne se gagne pas uniquement sur les champs de bataille. Elle exige l'engagement de toute la nation. Guerriers et religieux, dirigeants et citoyens, intellectuels et cultivateurs, jeunes et anciens doivent marcher dans une même direction. Comme le rappelle le proverbe : « L'union fait la force. »

Les armes peuvent défendre une nation, mais elles ne suffisent pas à guérir ses blessures. La prière, la solidarité, la justice, le patriotisme et la responsabilité collective constituent également des armes puissantes contre la violence. Les soldats combattent sur le front ; les citoyens doivent combattre l'indifférence, la haine, la trahison et la division.

Face à cette tragédie commune, faisons nôtre un triple engagement : affrontons les épreuves avec courage, unissons-nous sans distinction et résistons ensemble à ceux qui veulent détruire notre patrie. Car ce n'est qu'en faisant front commun que le bon chat triomphera enfin du bon rat, et que la paix retrouvera sa place sur notre terre.

SOUS LES MACHETTES DES ADF, LE SILENCE COUPABLE DE L'ÉTAT

Le Cri du Premier Chakal

Depuis de longues années, les populations de Beni, Lubero et d'autres contrées du Nord-Kivu ainsi que de l'Ituri vivent sous la menace permanente des massacres perpétrés par les ADF. Chaque attaque laisse derrière elle un lourd cortège de morts, de blessés, d'orphelins, de veuves et de déplacés. Chaque village endeillé raconte la même histoire : celle d'un peuple abandonné à son sort, alors même que la Constitution confie à l'État la mission sacrée de protéger les personnes et leurs biens.

Sous les machettes des ADF, ce ne sont pas seulement des vies humaines qui sont arrachées. Ce sont des rêves qui s'éteignent, des familles qui se désagrègent, des enfants qui grandissent dans la peur et des communautés entières qui perdent progressivement confiance en des institutions pourtant créées pour les défendre. Lorsque les massacres se répètent avec une effrayante régularité sans qu'une solution durable ne soit trouvée, les interrogations deviennent inévitables : où est l'État ? Où est la

protection promise aux citoyens ? Où sont les résultats des multiples opérations militaires annoncées avec tant de solennité ?

Le silence qui accompagne ces tragédies est devenu plus insupportable encore que le fracas des armes. Après chaque massacre, les condamnations officielles se succèdent, les promesses de traquer les assaillants sont renouvelées, les délégations gouvernementales défilent sur les lieux du drame ; pourtant, sur le terrain, les populations continuent de compter leurs morts. À force de répéter les mêmes discours sans produire les mêmes résultats, la parole publique perd sa crédibilité et nourrit un profond sentiment d'abandon.

La sécurité n'est ni une faveur ni un privilège ; elle constitue un droit fondamental. Lorsqu'un État se montre incapable de prévenir des massacres récurrents ou tarde à neutraliser des groupes armés dont l'existence et les modes opératoires sont connus depuis des années, sa responsabilité politique, morale et historique est inévitablement engagée. Le peuple ne réclame ni compassion médiatique ni promesses protocolaires ; il exige des actes, des résultats et une stratégie cohérente capable de restaurer durablement la paix.

Le drame de Beni, de Lubero, de Mambasa ou d'Irumu n'est pas seulement celui de quelques territoires oubliés ; il est une blessure ouverte dans la conscience nationale. Chaque innocent massacré sous les machettes des ADF interpelle la République tout entière. Chaque cri de détresse laissé sans réponse fragilise davantage le lien de confiance entre les citoyens et leurs gouvernants.

Pendant que les populations fuient leurs villages, les champs sont abandonnés, les écoles ferment leurs portes, les centres de santé cessent de fonctionner et l'économie locale s'effondre. Les survivants deviennent des déplacés sur leur propre terre, condamnés à vivre dans la précarité, tandis que les assaillants étendent progressivement leur emprise sur des espaces autrefois habités. Une nation qui perd ses villages perd peu à peu son autorité.

Il est temps que la protection des populations cesse d'être un simple slogan pour devenir une réalité concrète. Il est temps que les autorités placent enfin la vie humaine au-dessus des calculs politiques, des intérêts particuliers et des discours circonstanciels. Car aucune raison ne saurait justifier qu'au XXI^e siècle, des citoyens continuent d'être massacrés presque dans l'indifférence générale.

L'histoire retiendra les atrocités commises par les ADF. Mais elle retiendra aussi l'attitude de ceux qui avaient le devoir de protéger la nation. Face au sang des innocents, l'inaction, l'indifférence ou le silence prolongé de l'État finissent par devenir, aux yeux de l'histoire, une lourde responsabilité.

Justin Charité Kalume, latinisant, élève à l'institut Monseigneur Kahongya

ENTRE CERCUEILS ET DISCOURS : LA SOLITUDE DES POPULATIONS DE BENI

Par Sifa Matsinga, latinisante, élève à l'Institut Monseigneur Kahongya

Les cercueils défilent ; les discours aussi.

À chaque massacre, à chaque attaque, les mêmes scènes se répètent : des familles plongées dans le deuil, des corps descendus en terre, des larmes qui ne sèchent jamais et des promesses solennellement prononcées devant les caméras. Pendant que le sang des innocents continue de couler, les salons de Kinshasa résonnent de déclarations officielles, tandis que les populations de Beni demeurent seules face à leur douleur. Les accords se signent, les réunions se multiplient, les communiqués se succèdent ; mais sur le terrain, les habitants attendent toujours l'essentiel : la sécurité.

Les populations ne réclament ni privilèges ni faveurs. Elles demandent simplement le droit fondamental de vivre en paix, de cultiver leurs champs sans craindre les machettes, d'envoyer leurs enfants à l'école sans redouter qu'ils ne reviennent jamais, de passer une nuit sans être réveillées par le fracas des armes. Pourtant, au fil des années, les discours se sont accumulés tandis que les cimetières n'ont cessé de s'agrandir.

Dans les villages comme dans la ville, la peur est devenue une compagne quotidienne. Chaque famille porte les cicatrices d'un proche assassiné, d'un déplacement forcé ou d'une existence bouleversée par l'insécurité. Les maisons abandonnées, les champs désertés et les écoles fermées témoignent d'une tragédie qui semble ne plus connaître de fin.

Pourtant, malgré ces épreuves, les populations de Beni refusent de céder au désespoir. Elles continuent d'espérer qu'un jour les actes remplaceront les promesses et que la vie reprendra enfin ses droits sur la peur. Leur résilience est admirable, mais elle ne doit jamais servir de prétexte à l'inaction.

Entre cercueils et discours, Beni ne demande pas la compassion ; elle réclame la paix. Elle n'attend pas seulement des paroles réconfortantes, mais des actions capables de protéger les vies humaines. Car aucun peuple ne devrait s'habituer à enterrer les siens pendant que les promesses continuent de défiler.

Beni ne veut pas être le symbole éternel de la souffrance. Elle aspire simplement à retrouver sa dignité, sa sécurité et son droit à l'avenir.

QUAND LA PEUR GOUVERNE LÀ OÙ L'ÉTAT N'ARRIVE PLUS

Par Romain Michaël, latiniste, ressortissant de l'institut Monseigneur Kahongya

Dans plusieurs régions de l'Est de la République démocratique du Congo, il existe des territoires où l'autorité de l'État s'est progressivement effacée. Là où les institutions ne parviennent plus à protéger les citoyens, un autre pouvoir s'impose : celui de la peur. Celle-ci devient le véritable maître des lieux, imposant sa loi et paralysant toute une population.

La peur est une émotion naturelle ressentie lorsque notre esprit perçoit un danger réel ou imaginaire. Mais lorsqu'elle s'installe durablement dans une société, elle cesse d'être une simple émotion pour devenir un mode de gouvernance. Elle intimide les habitants, détruit leur confiance, appauvrit les familles et conduit parfois des innocents vers une mort prématurée. Là où la peur règne, l'espérance s'éteint peu à peu.

Dans ces milieux, les populations vivent dans une incertitude permanente. Les cœurs sont épuisés par le vacarme des armes, les nuits sont hantées par l'angoisse et les journées par l'attente d'un nouveau drame. La peur réduit les hommes au silence. Elle empêche les victimes de dénoncer les injustices, étouffe la voix des intellectuels et transforme le courage en prudence excessive. Là où il faudrait parler, chacun préfère se taire pour sauver sa vie.

La vie quotidienne devient un véritable parcours du combattant. Se nourrir est difficile, travailler est dangereux, se déplacer est un risque permanent. Les enfants deviennent orphelins dès leur plus jeune âge, tandis que la pauvreté s'aggrave. Dans un tel contexte, prospérer honnêtement devient presque impossible ; la richesse est parfois suspectée d'être liée à la complicité avec les groupes armés ou avec ceux qui profitent du chaos.

Lorsque la peur gouverne là où l'État n'arrive plus, les citoyens perdent progressivement confiance envers les institutions censées les protéger. Certains finissent même par croire que ceux qui devraient assurer leur sécurité sont parfois à l'origine de leurs souffrances. Ainsi, lorsque les autorités appellent à la paix ou à la confiance, une partie de la population accueille ces discours avec scepticisme, tant les blessures accumulées sont profondes. Cette réalité se retrouve notamment dans certaines zones de Goma, Lubero, Rutshuru, Nyiragongo, Masisi, Beni et d'autres territoires durement touchés par l'insécurité.

La peur transforme également la vie économique et sociale. Les marchés se vident, les champs sont abandonnés, les écoles ferment leurs portes et les centres de santé deviennent difficiles d'accès. Le développement s'arrête, tandis que la misère et le désespoir progressent. Pourtant, malgré ces épreuves, les communautés continuent de faire preuve d'une remarquable solidarité. Elles trouvent en elles-mêmes la force de résister, de s'entraider et de préserver l'espoir.

Car même lorsque l'État paraît absent, l'espérance ne disparaît jamais complètement. Le rétablissement de la sécurité, le renforcement des institutions, le dialogue entre les communautés, une justice

impartiale et une éducation de qualité demeurent les fondements indispensables d'une paix durable. Une nation ne se relève pas uniquement par les armes, mais aussi par la confiance retrouvée entre l'État et ses citoyens.

Là où l'État n'arrive plus, la vie devient pénible. Le développement ralentit, l'accès à l'éducation et aux soins se limite, la famine s'installe, la misère s'aggrave et l'injustice devient quotidienne. Mais tant qu'il restera des femmes et des hommes capables de croire en un avenir meilleur, la peur ne remportera jamais sa victoire définitive.

QUI PROTÈGE ENCORE LES OUBLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE ?

Par Michael Tsongo, élève à l'Institut Monseigneur Kahokya

La première mission de tout État est de garantir la sécurité, la justice et la dignité de ses citoyens. Pourtant, en République démocratique du Congo, une question douloureuse résonne dans les esprits : qui protège encore les oubliés de la République ?

Dans toute République digne de ce nom, l'État est le gardien de la paix, le défenseur des libertés et le garant de l'égalité entre les citoyens. Il lui appartient d'assurer à chacun la protection de sa vie et de ses biens. Cependant, la réalité vécue par de nombreuses populations congolaises, particulièrement dans l'Est du pays, révèle un contraste saisissant entre les principes proclamés et les faits observés.

Depuis plusieurs années, les habitants de l'Est vivent dans une insécurité permanente. Les massacres, les déplacements forcés, la destruction des villages et l'absence d'infrastructures plongent des milliers de familles dans une précarité insupportable. Des enfants grandissent dans les camps de déplacés, des personnes âgées meurent dans l'abandon, des personnes vivant avec handicap affrontent quotidiennement l'exclusion, tandis que de nombreuses victimes de la guerre attendent encore justice. Comment un pays si riche en ressources naturelles peut-il laisser une partie de sa population sombrer dans une telle détresse ?

La vie humaine est pourtant sacrée. Les textes juridiques de notre pays, tout comme les instruments internationaux, proclament le droit de chaque personne à la sécurité et à la protection. La Déclaration universelle des droits de l'homme affirme que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Les Nations unies, l'Union africaine et les institutions nationales reconnaissent ce principe fondamental. Mais à quoi servent ces textes lorsque, sur le terrain, les populations continuent de mourir dans le silence ?

Les oubliés de la République ne demandent pas des privilèges. Ils réclament simplement ce qui leur revient de droit : vivre en sécurité, accéder à l'éducation, aux soins de santé, aux routes, à la justice et à une administration qui protège tous les citoyens sans distinction. Une nation ne peut prétendre au développement lorsque certains de ses enfants sont abandonnés à leur sort.

La protection des populations ne relève pas uniquement des forces de défense et de sécurité. Elle exige également une volonté politique forte, des institutions efficaces, une justice impartiale et une gouvernance responsable. Les ministres, les députés, les sénateurs, les gouverneurs, les services de

sécurité ainsi que le commandant suprême des forces armées portent une responsabilité historique dans la préservation de la vie des citoyens. Quant aux officiers et aux militaires, ils accomplissent une mission noble en défendant l'intégrité du territoire, parfois jusqu'au sacrifice suprême.

La jeunesse congolaise a également un rôle à jouer. Elle doit se former, développer l'esprit patriotique, promouvoir l'unité nationale et contribuer, chacun selon ses capacités, à la construction d'un État plus juste et plus fort. Une République se bâtit grâce à l'engagement de ses citoyens autant qu'à la responsabilité de ses dirigeants.

La prise de conscience collective, la volonté politique et le renforcement des institutions demeurent les fondements indispensables d'un changement durable. Car une République qui abandonne les plus vulnérables finit par s'affaiblir elle-même. Les oubliés de la République ne demandent pas la compassion ; ils réclament simplement que leur dignité, leur sécurité et leur droit à la vie soient enfin respectés.

Pour vos soutiens, contactez le numéro suivant : 0994028485

L'HOMME EST-IL DEVENU UN LOUP POUR L'HOMME ?

Par KAKULE KISESO GABRIEL, latinisant, élève à l'institut Monseigneur Kahongya

Je suis Kiseso, l'écho d'une humeur meurtrie. Je tiens encore cette plume tachée du sang de mes frères et de mes sœurs, innocemment massacrés depuis plus de trois décennies par des hommes sans conscience, qui ont fait de la guerre leur fonds de commerce. Ma bouche, bien qu'effrayée par les menaces et les incertitudes du destin, refuse de se taire. Elle demeure résolue à dénoncer ceux qui ruinent mon pays.

Comment comprendre encore cette célèbre affirmation de Thomas Hobbes : « L'homme est un loup pour l'homme » ? Chaque jour, je m'assieds dans le silence de ma modeste chambre, près de mon poste récepteur, pour écouter les informations diffusées à la radio. Peu à peu, une douloureuse conviction s'impose à mon esprit. Les grandes puissances, les organisations et leurs partenaires financent les médias, paient les papiers, les encres, les stylos et les micros pour que l'on parle de paix. Pourtant, derrière ces discours rassurants se dissimulent souvent des intérêts inavoués. Comme le dit l'adage latin : *Saepe bellum latet sub nomine pacis* souvent, la guerre se cache sous le nom de la paix.

Une journée compte vingt-quatre heures. Pourtant, dans l'Est de la République démocratique du Congo, le temps semble avoir perdu son rythme naturel. Chaque seconde apporte une nouvelle tragédie ; chaque minute annonce un nouveau massacre ; chaque heure fait naître un discours brillant, mais stérile. Les journalistes d'investigation, les philosophes, les politologues et les sociologues multiplient les analyses, tandis que le peuple demeure prisonnier de l'angoisse. La quête de notoriété prend parfois le pas sur la recherche de solutions véritables.

La fumée noire qui s'élève des cases incendiées par les djihadistes monte lentement vers le ciel, comme une prière étouffée. Les villages se vident sous l'effet de la peur ; les écoles ferment leurs portes ; les familles fuient, emportant avec elles un seul bagage : la douleur. Pendant ce temps, les marchands de sang exploitent le malheur des déplacés sous le masque hypocrite de la paix.

Dans les camps où nous survivons, les anciens racontent l'origine de cette tragédie. Ils évoquent les premiers jours de cette gabegie qui déchire aujourd'hui notre région. Enfants, nous écoutions leurs récits avec incrédulité, persuadés qu'ils exagéraient. Aujourd'hui, nous découvrons avec amertume qu'ils avaient raison.

Le cri d'un enfant qui pleure de faim est une accusation silencieuse contre une société incapable de protéger les siens. Les parents, chassés de leurs champs par l'insécurité, ne peuvent plus nourrir leurs familles. Pendant ce temps, les promesses se multiplient. Les discours s'enchaînent. On nous annonce le retour de la paix, la sécurisation des villages, la reconstruction de nos communautés. Mais sur le terrain, les populations continuent de payer le prix du sang. Chaque jour qui passe creuse davantage le fossé entre les paroles et les actes.

Alors je pose cette question : à quoi servent les promesses lorsqu'elles n'allègent jamais les souffrances des victimes ? À l'Est de la République démocratique du Congo, nous ne réclamons plus de grands discours. Nous demandons des actes : la sécurité, des routes praticables, des hôpitaux fonctionnels, des écoles ouvertes et le retour paisible dans nos villages.

Malgré tout, l'espérance refuse de mourir. Chaque nuit, nous rêvons encore d'une vie digne. Les rebelles incendient nos maisons et nous arrachent à nos terres, mais ils ne peuvent incendier notre volonté de vivre. Notre résilience demeure plus forte que leur violence.

Aussi longtemps que les promesses remplaceront les actions, nos villages continueront de brûler. Je rappelle à ceux qui dirigent cette nation qu'un homme vaut par la parole qu'il honore. Il est temps d'abandonner les discours de circonstance pour servir réellement le peuple, non les intérêts particuliers.

Car une nation ne se construit ni avec des promesses éternelles, ni avec des slogans répétés, mais avec des décisions courageuses, des actes concrets et le respect de la dignité humaine.

Memoria est une revue littéraire initiée par les élèves et enseignants de l'Institut Monseigneur Kahongya, du bloc Latin-Philosophie. Ils font de la plume le pilier de la lutte démocratique et refusent de mourir deux fois.

Options organisées à l'Institut Monseigneur Kahongya :

1. Latin-Philosophie
2. Pédagogie Générale
3. Tech. Industrie Agricole
4. Tech. Construction
5. Tech. Commerciale et Gestion

Retrouvez notre revue en ligne sur le site oichanews.net (Rubrique Revue littéraire) ou appelez le : **0994028485**

Rédacteur en Chef (REDAF) : **Jean-Claude Kasereka Mbafumoja.**

Ass. du REDAF : Robert Tsongo

Nous sommes à Oïcha, chef-lieu du territoire de Beni, province du Nord-Kivu. En ligne sur le site Oichanews.net (rubrique Revue littéraire)

Dans les profondeurs de l'encre et du papier, une voix s'élève, portée par la plume de ceux qui refusent l'oubli. "Écrire, c'est refuser de mourir deux fois", disait Patrick Modiano. Et c'est précisément cette pensée qui anime les pages de Memoria, la nouvelle revue littéraire née à Oïcha, au cœur du Nord-Kivu.

